

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 09 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV ENERGIE

29 Avenue d'Italie
68110 Illzach

Références : 0006702258_2026_02_05_SuezRVEnergie_VISuiEch
Code AIOT : 0006702258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement SUEZ RV ENERGIE implanté 29 av. d'Italie 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrivait dans le suivi des actions correctives demandées lors de l'inspection du 2 juillet 2025. Le contrôle n'a porté que sur les points restant à vérifier dans le cadre du contrôle précédent, les autres points ayant par ailleurs été vérifiés et déclarés conformes avant clôture de la précédente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV ENERGIE
- 29 av. d'Italie 68110 Illzach

- Code AIOT : 0006702258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement exerce une activité de déchetterie, des activités de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'une activité de traitement de déchets non dangereux en vue de leur valorisation.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thème :

- Déchets
- Prévention des incendies

Référentiel utilisé :

- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5 de l'annexe I	Sans objet
2	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7 de l'annexe I	Sans objet
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité sur les trois points contrôlés, qui étaient en situation d'enon-conformité lors de la précédente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Comptabilité des stocks de DEEE
Prescription contrôlée : <i>[...] En compléments du registre prévu au point 3.4 de l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation[...] par différence à partir des bons de pesée établis [...]. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de</i>

manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 2 juillet 2025, il avait été constaté que l'exploitant ne tenait pas un état des stocks quotidien pour les déchets dangereux et hebdomadaire pour les autres types de déchets. L'exploitant avait indiqué qu'il envoyait deux fois par semaine un bilan des déchets à évacuer à l'éco-organisme mais cela ne constituait pas un état des stocks. Un arrêté portant mise en demeure était proposé dans le rapport d'inspection.

Par courriel en date du 18 juillet 2025, en réponse au contradictoire du rapport d'inspection, l'exploitant avait indiqué avoir mis en place un fichier de suivi des stocks depuis le mardi 15 juillet, complété quotidiennement lors de la tournée de site par le responsable du site. Une copie de ce document au 18 juillet avait été envoyé. L'arrêté portant mise en demeure avait alors été retiré avant sa signature.

Lors de l'inspection du 5 février 2026, il est constaté par sondage que l'outil mis en place pour le suivi des stocks est complété quotidiennement. Cet outil concerne les déchets dangereux et non dangereux.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.7 de l'annexe I

Thème(s) : Autre, Tri des DEEE contenant des piles ou des batteries

Prescription contrôlée :

*Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries [...] sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.
[...]*

Constats :

Lors de l'inspection du 2 juillet 2025, il avait été constaté que l'entreposage des fûts de piles et batteries se trouvaient le long d'un mur, à proximité immédiate d'une voie de service pouvant être empruntée par des camions, camionnettes ou chariot élévateur. Ils n'étaient ainsi pas entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. Un arrêté portant mise en demeure était alors proposé.

Par courriel en date du 18 juillet 2025, en réponse au contradictoire du rapport d'inspection, l'exploitant avait indiqué avoir procédé au déplacement des fûts de batteries et de piles dans une zone isolée, balisée et hors d'une voie de passage de véhicule le jour de l'inspection, photos à l'appui. L'arrêté portant mise en demeure avait alors été retiré avant sa signature.

Lors de l'inspection du 5 février 2026, il est constaté la pérennisation de l'emplacement.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.4 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

[...]

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

[...]

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

[...]

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Constats :

Lors de l'inspection du 2 juillet 2025, il avait été constaté l'absence dans le plan de défense contre l'incendie (PDI) :

- du plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- du plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- de la description sommaire du fonctionnement opérationnel et les attestations de conformité des moyens automatiques de protection contre l'incendie constitué par les deux armoires pour déchets toxiques/organiques ;

- de la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à

l'article L. 511-1, qui pouvaient être par ailleurs, aisément corrigées, il n'avait pas été transmis de projet de mise en demeure.

L'exploitant a transmis par courriel le 11 novembre 2025, le plan de défense contre l'incendie daté du 16 octobre 2025 dans sa dernière mise à jour. Les éléments en réponse figuraient en annexes, qui n'étaient cependant pas transmises à l'Inspection.

Lors de l'inspection du 5 février 2026, l'exploitant a présenté le plan de défense contre l'incendie mise à jour et les annexes correspondantes.

Il est constaté que l'exploitant a renseigné le plan de défense contre l'incendie avec l'intégralité des éléments manquants lors de l'inspection du 2 juillet 2025, notamment par l'ajout :

- d'une annexe présentant les réseaux d'eaux (comprenant l'alimentation des robinets d'incendie armés - RIA), le PDI comprenant déjà l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- d'une annexe présentant les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales ;
- le schéma des armoires pour déchets toxiques/organiques ainsi que l'attestation de conformité et sa description sommaire ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en première intention.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite